

Zoom sur la transition énergétique et son impact industriel : l'analyse de Maxence Cordiez

Dans cette interview exclusive, Maxence Cordiez, Expert associé Énergies à l'Institut Montaigne et responsable du cycle du combustible nucléaire chez HEXANA, partage son point de vue sur les défis de la transition énergétique en Europe. Il revient notamment sur les conditions nécessaires pour réussir cette transition, l'importance de l'énergie compétitive pour l'industrie européenne et les choix énergétiques stratégiques pour préserver les emplois industriels.



Maxence CORDIEZ lors de la Journée de la Filière du Nucléaire, qui s'est déroulée à Paris le 28 janvier dernier.
Photo CFE Énergies, droits réservés.

"La question du coût de l'énergie est cruciale pour préserver la compétitivité industrielle en France et en Europe."

Quelles sont selon vous les conditions de réussite de la transition énergétique impulsée par l'Union Européenne (UE) ?

La réussite de la transition énergétique dépend avant tout de la distinction entre les objectifs et les moyens. Il ne faut pas confondre les deux. Notre système énergétique actuel, basé sur les combustibles fossiles, est profondément ancré dans nos modes de vie et nos acquis économiques et sociaux. Cependant, il est aujourd'hui impératif de le changer pour deux raisons : le réchauffement climatique, qui est en grande partie causé par la combustion des matières fossiles et l'épuisement de ces ressources, ce qui menace la sécurité d'approvisionnement énergétique.

La sécurité d'approvisionnement énergétique ne se limite pas aux volumes théoriquement accessibles, elle concerne également le coût d'accès à ces volumes. Pouvoir importer des combustibles fossiles à prix élevé ne garantit pas que l'ensemble des usagers pourront y avoir accès. La clé du succès de la transition est de se rappeler pourquoi cette évolution est nécessaire, et de l'aborder de manière dépassionnée. Cela implique d'utiliser toutes les options disponibles actuellement : énergies renouvelables, nucléaire, gaz et liquides bas-carbone, sobriété, efficacité énergétique etc.

L'objectif est de créer un système énergétique cohérent permettant de réduire progressivement la dépendance aux combustibles fossiles, qui représentent encore 60 % de l'approvisionnement énergétique en France.

En quoi les choix énergétiques permettent-ils de soutenir des filières industrielles offrant des emplois durables et de qualité aux européens ?

Il existe deux principaux leviers pour soutenir les emplois industriels européens à travers les choix énergétiques. D'abord, il s'agit de se positionner sur des secteurs porteurs d'avenir. Un exemple illustre ce point : dans les années 70, l'industrie automobile européenne a gagné des parts de marché face à l'industrie américaine, dont les véhicules étaient gourmands en pétrole, les États-Unis étant alors le premier pays producteur de pétrole au monde. À partir du premier choc pétrolier, les Européens produisant des voitures plus petites et moins consommatrices ont ainsi conquis des parts de marché.

Aujourd'hui, l'enjeu est similaire : il ne s'agit pas de profiter des derniers moments d'un marché vieillissant, mais de se positionner en avance sur des technologies clés comme les véhicules électriques, les énergies renouvelables et nucléaire, l'hydrogène, etc. La Chine a adopté une approche extrêmement volontariste sur ces secteurs et l'Europe ne doit pas se laisser distancer.

Ensuite, il est crucial d'assurer un accès à une énergie bon marché pour préserver la compétitivité industrielle. Le coût de l'électricité est un facteur clé de la compétitivité, notamment pour des secteurs comme l'automobile. Il est donc essentiel d'adopter une stratégie énergétique pragmatique, de réformer les mécanismes fiscaux qui favorisent les énergies fossiles, et d'accélérer la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles pour sécuriser l'approvisionnement énergétique en volumes et en prix.

L'Union Européenne est-elle capable de penser son avenir en termes de politique industrielle ?

L'Union Européenne, en tant que marché ouvert, a longtemps misé sur l'accès à des biens au coût le plus bas possible pour le consommateur. Mais, la crise du COVID et la guerre en Ukraine ont mis en lumière les risques liés à une trop grande dépendance vis-à-vis des pays tiers pour des matières et technologies stratégiques. L'UE commence donc à revoir sa politique industrielle.

Des initiatives telles que le Net Zero Industry Act, qui vise à accélérer la production de composants pour la transition énergétique, et le Critical Raw Materials Act, qui entend diversifier les sources d'approvisionnement en matières premières, montrent que l'UE prend enfin conscience des enjeux de sécurité d'approvisionnement. L'objectif est de réduire la dépendance à certains pays comme la Chine, tout en renforçant les capacités industrielles européennes. Il est essentiel d'avoir des capacités productives dans tous les secteurs stratégiques sur le territoire européen. En cas de crise, il est ainsi plus facile de faire croître des industries existantes que de créer ex nihilo des industries que l'Europe aurait complètement abandonnées.

L'Europe doit trouver un juste équilibre : ni totalement ouverte sans garde-fous au marché mondial, ni protectionniste ! L'idée est de sécuriser les approvisionnements par la production domestique et la diversification des approvisionnements externes.

Propos recueillis par : Communication CFE Énergies